

René Baude : en septembre 1959, il revient de 27 mois de service militaire (9 au Maroc, 18 en Algérie) avec une conscience politique très aiguisée par le choc du vécu. Il adhère au PSU vers 1962, à Lannion où le débat sur l'autonomie de la Bretagne évoque l'irréductibilité breton. Il participe à la création difficile de la CFDT. Il arrive en septembre 1972 à Ajaccio où, au PSU local, envisager l'autonomie de la Corse ne fait pas l'unanimité¹⁸⁴. Au congrès CFDT Corse de San Petru di Venacu, fin 1974, le débat patine sur autogestion et autonomie, mais l'évidence mène au consensus pour l'autonomie; avec les «autonomistes du PSU», il prend contact avec les organisations politiques et culturelles en lutte, appuyé sur des documents cohérents, fortement débattus, largement diffusés, prônant le socialisme autogestionnaire. Il exprime des positions et perspectives d'action claires au sein du débat public, y compris aux Ghjurnate internaziunale di Corti, partout en recherche de convergences pour un front commun de lutte (Antoine Murati apporte une riche contribution d'analyses historico-politiques et de synthèses dynamiques à ce débat permanent). Secrétaire fédéral du PSU Corse en 1976/1978. Il soutient Huguette Bouchardeau en 1981. Il rejoint le PSU « refondé » à l'initiative de Jean-Pierre Olivesi (A CASA PSU 1985/1990-Nouvelle Gauche-AREV).

Il développe donc son action de 1986 à 1995 au sein de PER U PAESE («Pour le pays», sans garantie d'unanimité sur le corse employé ici! En tous cas sans équivoque dans son développement: Propositions pour Engager la Recherche d'Une Politique, Autogestionnaire, Écologique, Socialiste, ENSEMBLE. La mise en majuscules du mot «ensemble» illustre notre ferme volonté de recherche commune de consensus). René a écrit sur cette période: « Lancé en fin 1986 à l'initiative d'A CASA PSU et de sympathisant(e)s, en lien avec Arc-en-ciel (groupe d'élus européens des peuples solidaires de régions et nations sans État, qui deviendra Alliance Libre Européenne), PÈR U PAESE est un groupe de réflexion, de proposition et d'action qui a ouvert un espace de dialogue aux citoyen(ne)s alternatifs, aux organisations politiques ou non, nationalistes ou pas. Ce groupe crée *Le Courrier de PER U PAESE* diffusant de nombreux textes et contributions à débattre (Manifeste PER U PAESE, dans *Le Courrier* n° 0, tiré à 2000 exemplaires ; la violence en question ; quel peuple Corse pour demain? etc.). PER U PAESE a toujours recherché le plus large consensus entre militant(e)s (jamais de consensus «mou» ! Mais des accords conclus à la quasi unanimité, portés à la connaissance des citoyen(e)s par voix de presse, avec exposés clairs des désaccords ponctuels exprimés, certains suffisamment profonds, restant inscrits aux ordres du jour suivants), à titre individuel et à celui d'organisations politiques, syndicales, culturelles ou autres, les plus diverses, répertoriées par certains comme corses ou françaises. Cette démarche a réussi souvent, par exemple en réunissant, en partenariat avec le Club Convaincre, près de vingt signatures d'organisations au bas de communiqués de presse convenus en assemblée, à l'issue d'échanges des plus démocratiques, avec plus ou moins de présents à chaque fois, selon le sujet traité. Notamment dans le développement du débat au sein de la CIOCP (Coordination Inter-Organisations Corses de Progrès). Il n'y a pas d'adhésion à PER U PAESE, mais une participation libre aux rencontres publiques organisées à son initiative, puis avec l'appui des militant(e)s et organisations satisfaits de cette démarche des plus ouvertes. Il y avait pourtant un fichier de près de 200 personnes intéressées, dont la plupart demandaient à recevoir à titre personnel ou organisationnel *Le Courrier de PER U PAESE*, notre périodique papier faisant le point sur l'état du débat permanent ainsi instauré».

Il agit aussi au sein de la CIOCP et René écrit à ce propos: «C'est ainsi, à force de côtoiements dans le débat sur des sujets s'étendant sans exclusive, comprenant les problèmes économiques, sociaux et culturels les plus sensibles (situation des prisonniers politiques, moralisation de la vie publique avec la refonte des listes électorales, l'enseignement du corse à l'école, etc.) qu'en 1988 a été finalement créée ensemble, comme une évidence, la CIOCP, dont PER U PAESE, là aussi dans la confiance générale, a continué d'assurer l'animation principale et le secrétariat. C'est sous ce sigle, où se rencontrent les organisations nationalistes quasi au complet, mais aussi PS, PSU, Rénovateurs Communistes, CFDT, FO, etc., qu'a fini par être envisagée la possibilité de l'étude d'un projet commun de société pour la Corse. Mais, butant sur le calendrier électoral, avec les territoriales de 1992, cela n'a pu être commencé, ni même relancé ensuite, l'attention étant alors requise par la campagne, puis par la situation politique nouvelle créée par les résultats des nationalistes présents sur deux listes nationalistes concurrentes. Celle portée par la Consulta Naziunale et celle émanant du MPA (Mouvement Pour l'Autodétermination). Cela fut évidemment encore moins possible dans la confusion grave qui a suivi lors de la tourmente fratricide entre les deux organisations clandestines d'alors (FLNC dits: canal historique et canal habituel). La CIOCP, n'ayant pas eu le temps de s'affirmer, ne s'est donc pas relancée après 92. Et PER U PAESE,

qui n'est plus activé par le PSU (lequel n'existe plus), a continué de fonctionner avec les mêmes animateurs et animatrices, sous couleur de l'AREV (Alternative Rouge et Verte). Stagnant à un effectif et une influence réelle par trop réduits, il a peu à peu cessé de prolonger son action, donc son existence, après 1995, malgré quelques tentatives de mobilisation citoyenne et propositions vaines d'auto-organisation d'une Société Civile Responsable, donc ni captive, ni alibi des pouvoirs en place».

René est présent aussi dans la Cuordinazione Naziunale/Cunsulta naziunale di a Corsica¹⁸⁵, en référence permanente aux idéaux et projets du PSU. Il portera la candidature de PER U PAESE (et non du PSU qui n'existe plus), aux territoriales de 1992, en milieu de liste CORSICA NAZIONE, issue de la Cunsulta Naziunale : il sait qu'il ne sera pas élu, mais il est symboliquement au cœur du débat.

Engagements : CFDT-PTT (Secrétaire régional / un mandat) et en Interpro. régionale ; Universités d'étés et l'Università di Corti ; Comité Anti-Répression ; Collectif anti-raciste Ava Basta; travaux en commissions aux CESC et Collectivité Territoriale ; Assemblée Européenne des Citoyens / participe avec quatre ajaccien(ne)s en 1991 à la «Caravane pour la paix en Yougoslavie» ; ATTAC premiers temps / tournée en Corse du film sur Pierre Bourdieu « La sociologie est un sport de combat» (6 villes, 6 cinémas, 600 personnes en débats) ; activités en ciné-clubs ; Amnesty International ; Greenpeace, etc.

Il a participé aussi aux luttes contre : les centrales au fuel lourd au Vazziu et ailleurs ; les boues rouges ; le Traité Européen soumis à référendum en 2005 ; le retour à la barbarie sous la criminelle mondialisation ultra-libérale, avec déjà ses multiples ravages sur Terre et sa financiarisation totalitaire, y compris du vivant. Bref, «contre la bêtise humaine...», conclut-il.

184 Selon, René Baude lui-même, au sein du PSU, certains détracteurs de l'autonomie pour la Corse ne veulent pas de statut particulier par crainte de dérives séparatistes droitières. L'ARC (Action Régionaliste Corse, puis, Azzione pè a Rinascita di a Corsica) entretient pour eux le doute sur l'issue à terme de son combat en ne se positionnant pas dans une orientation politique claire. D'autres considèrent l'annexion de la Corse par la France comme irréversible, compte tenu de leur histoire commune, et donc la relance d'une prétendue «Nation Corse» et partant d'un «peuple corse » à réveiller et mobiliser, comme tout à fait déraisonnable ; les autres, revendiquent l'autonomie de l'île, au nom d'une autogestion élargie à la sphère politique globale, à celui de la «décolonisation de la province» et de la décentralisation largement promue en France, le tout, très inscrit déjà alors au PSU dans le projet en gestation du socialisme autogestionnaire. Par ailleurs, sont considérés comme recevables les arguments de l'ARC, qui, voulant susciter l'unité de lutte populaire la plus large (laquelle était en effet à amplifier alors et le reste d'ailleurs encore aujourd'hui), évite d'engager le débat sur un quelconque terrain trop clivant. Après la dissolution de l'ARC, suite aux événements d'Aléria-Bastia, en 1975, après l'Associu di i Patrioti Corsi (APC), l'Unione di u Populu Corsu (UPC) prend la relève en 1977, se mue en Partitu Naziunalistu Corsu en 2002, continuant de revendiquer l'autonomie de la Corse, sur des bases politiques claires de progrès. Au PSU Corse d'après 1972, personne ne peut être certain d'avoir eu totalement raison sur la question de l'autonomie à terme de l'île. À chacun(e) son bilan, s'il est possible, des luttes démocratiques menées depuis en Corse, malgré les quelques très graves dérives clandestines de la période, et de tirer en conscience toutes les conclusions utiles pour agir.

185 Commentaire de René Baude : « Cunsulta Naziunale di a Corsica : «Assemblée Générale de la Nation Corse ». Dans la suite de la Cuordinazione Naziunale, c'est l'émanation d'organisations et de militant(e)s nationalistes (autonomistes de l'UPC, indépendantistes de A Cuncolta, ANC, CNTI. Ce mouvement CNTI, Cunsulta Naziunale di i Travagliadori per l'Indipendenza, se singularise par des positions à la fois radicales et ouvertes. Notamment : être « Per l'indipendenza e u sicialisimu » ; proposer la création sans délai, par le peuple corse, d'une Assemblée Nationale Provisoire, seule représentative de la Nation Corse et coordinatrice de sa propre lutte. À partir de là, rejeter toute compromission avec les institutions françaises : entre autres, non participation aux élections, donc absence à remarquer, de la liste Corsica Nazione de 1992), nationaux (I Verdi Corsi...) et nationalistes ou proches (PER U PAESE, U Cummu, A Fiumara...), cherchant également le consensus permettant une lutte populaire, unitaire, du Mouvement National Corse et si possible bien au-delà. Il s'agit de femmes et hommes œuvrant, a priori, pour l'émancipation de la Corse et un mieux vivre ensemble sur cette île et dans un monde impitoyable, à rendre à court terme plus humain... Partagée entre autonomie et indépendance, la Cunsulta Naziunale di a Corsica est assez unanime au sujet du Peuple Corse (reconnu dans sa communauté de destin...) et l'est totalement sur l'extrême urgence à développer la lutte déjà fortement engagée pour la sauvegarde de sa langue, de sa culture, de sa terre spoliée, bref, la voie de la revitalisation de la Nation Corse. Là encore, PER U PAESE a trouvé la même confiance accordée par la CIOCP, prenant en charge, au même titre que les organisations nationalistes, la rédaction des comptes rendus de débats (avec exposés des accords et désaccords), lesquels furent diffusés à toutes organisations concernées, le lendemain même, sans jamais se voir accuser d'être partisane ».